

LE SECTEUR DES ASSURANCES ET LA COURSE AU COMMERCE ELECTRONIQUE EN AFRIQUE

Par

Gabriel OPADOKUN

Sous-Directeur, Technologie de l'Information
Africa Re - Lagos

D'après une étude publiée récemment par Andersen Consulting, l'écrasante majorité des entreprises européennes, asiatiques et américaines vibrent désormais au rythme du commerce électronique. Chose significative, le rapport affirme que cette évolution tient principalement à la peur de la concurrence. En effet, les entreprises de renom concernées s'efforcent de rester à la hauteur de leurs concurrents et de se ménager une position stratégique dans leur secteur.

Il importe cependant de faire observer que le rapport ne fait état d'aucune compagnie africaine qui pratiquerait le commerce électronique. Et pour cause : exception faite de quelques poches d'activité en Afrique du Sud, le commerce électronique est pratiquement inexistant sur le continent.

En conséquence, le présent article se propose d'apporter quelques éléments de réponse à la question de savoir comment le secteur des assurances pourrait amener le public à s'arrimer à la dernière évolution en matière de commerce électronique.

Les compagnies d'assurance et de réassurance pourraient saisir les opportunités qu'offre l'Internet pour améliorer les relations entre elles et avec d'autres secteurs de l'économie, tant en Afrique qu'ailleurs, grâce à un échange d'informations commerciales plus efficace.

Une initiative privée de concepteurs de logiciels place les compagnies de réassurance au coeur de son logiciel sur Internet conçu pour permettre aux compagnies de



réassurance de collecter des informations commerciales et de les communiquer à leurs divers clients.

Pourquoi le secteur des réassurances avant tout autre secteur, pourrait-on se demander? La raison est simple :

- Une première étude a montré que les activités de réassurance et d'assurance sont bien organisées et obéissent à des normes pratiquement uniformes sur le continent. Ce trait constitue un atout majeur pour les concepteurs de logiciel. En effet, il facilite nettement les calculs. Il en va différemment des autres secteurs où il n'existe quasiment pas de norme.
- Dans le secteur des réassurances, les entreprises traitent les unes avec les autres, et la confiance entre les clients est plus grande que dans les secteurs où les entreprises traitent avec les consommateurs. La confiance et la sécurité sont essentielles dans le commerce électronique.

Lorsqu'il arrivera à son terme, le projet permettra de créer des interfaces avec des applications existantes de bénéficiaires potentiels. Ces interfaces s'imposent désormais, car l'application sur internet ne se substitue pas forcément aux systèmes internes.

Le traitement des affaires à l'entrée est l'un des nombreux volets des activités d'une compagnie de réassurance, et l'analyse du flux d'informations dans le cadre de ce processus peut être classée ainsi qu'il suit, encore que la liste ne soit aucunement exhaustive:

Catégorie	Direction
Offres d'affaires nouvelles	De la cédante au réassureur
Confirmation des offres	Du réassureur à la cédante
Informations sur le rejet d'offres	Du réassureur à d'autres acteurs du secteur
Rendement des offres acceptées	De la cédante au réassureur
Informations sur les sinistres	De la cédante au réassureur De la cédante à d'autres acteurs du secteur
Relevé de compte	Du réassureur à la cédante
Autres rapports et informations partageables avec d'autres acteurs du marché	Du réassureur à la cédante
	Du réassureur à d'autres acteurs du secteur
Paiements	De la cédante au réassureur
	De la cédante à la banque
	De la cédante à d'autres acteurs du secteur
	Du réassureur à la cédante
	Du réassureur à la banque
	Du réassureur à d'autres acteurs du secteur
	De la banque à la cédante
	De la banque au réassureur

éviter tout double emploi et de faire en sorte que les informations ne proviennent que d'une seule source, qui devrait être bien définie. Ainsi, chaque intervenant est responsable de ses actions ou abstentions.

Pour accéder à l'une quelconque des catégories énumérées ci-haut, on clique sur le site web sécurisé de la compagnie d'assurance voulue. Toutefois, l'accès sera régi par des mesures de sécurité strictes qui seront mises en place à diverses étapes du traitement. Les trois échantillons de données accessibles pour chaque intervenant ci-dessous donnent sans doute une meilleure idée des restrictions en matière d'accès.

Ecran de connexion de la cédante

Offres de nouvelles affaires (Editer & consulter)	Rendement des offres acceptées (Editer & consulter)	Relevé de compte (Consulter uniquement)
Confirmation d'offres (Consulter uniquement)	Informations sur les sinistres (Editer & consulter)	Autres rapports (Consulter uniquement)
Informations sur les rejets (Consulter uniquement)	Paiements au réassureur (Editer & consulter)	Confirmation des recettes et des paiements par les banques (Consulter uniquement)
	Paiements du réassureur (Consulter uniquement)	

- Des tableaux de banque de données sont créés pour chaque catégorie de flux d'informations de manière à

Écran de connexion de la banque

		Autres rapports (Consulter uniquement)
Confirmation des recettes et des paiements (Editer & Consulter)	Paiements aux cédantes (Consulter uniquement)	
	Paiements des cédantes (Consulter uniquement)	

Écran de connexion du réassureur

Offres de nouvelles affaires (Consulter uniquement)	Informations sur les sinistres (Consulter uniquement)	Autres rapports (Consulter uniquement)
Informations sur les rejets (Editer & consulter)	Informations sur les sinistres (Consulter uniquement)	Autres rapports (Consulter uniquement)
Informations sur les rejets (Editer & consulter)	Paiements aux cédantes (Editer & consulter)	Confirmation des recettes et des paiements par les banques (Consulter uniquement)
	Paiements des cédantes (Consulter uniquement)	

Écran de connexion des autres intervenants

Offres de nouvelles affaires (Consulter uniquement)	Informations sur les sinistres (Consulter uniquement)	Autres rapports (Consulter uniquement)
Informations sur les rejets (Editer & consulter)		

Ce type de projet offre maints avantages:

- Il réduit les effectifs et partant, les dépenses de personnel dans la mesure où la cédante est directement responsable du traitement de ses propres données.
- Les relevés de compte et d'autres rapports sont actualisés et disponibles en ligne pour les cédantes et d'autres acteurs du marché en l'absence de toute restriction pour orienter les décisions.
- Une banque de données est disponible pour d'autres institutions, publiques ou privées, qui peuvent s'en servir pour formuler des politiques en matière d'assurance et de réassurance.
- Les offres des différentes compagnies et le marché africain des assurances dans son ensemble sont automatiquement accessibles au reste du monde.

Un projet sur internet de ce genre exige un système de télécommunications et un système d'approvisionnement électrique efficaces dans les pays africains désireux d'en tirer parti.

En effet, étant donné l'état des infrastructures dans certains pays laisse à désirer, les acteurs du secteur des assurances pourraient inciter les pouvoirs publics à s'attaquer à ce problème, à défaut de prendre les devants et de contribuer directement au financement des installations nécessaires.

Lorsqu'il sera pleinement mis en oeuvre, le projet sera

sans doute la réaction du secteur des assurances africain au RINET en Europe.

Toutefois, le secteur des assurances ne devrait pas être seul à participer à un projet de cette envergure. En effet, d'autres fournisseurs de services qui tireront directement ou indirectement parti du projet devraient également s'y associer, même si le secteur des assurances devrait montrer le plus grand intérêt. Il s'agit notamment :

- Des banques ;
- Des institutions publiques (telles que les commissions locales des assurances ou des ministères) ;
- Des sociétés de télécommunications ;
- Des fournisseurs de services Internet ;
- Des entreprises de conception de logiciels.

Les coûts d'entretien et de perfectionnement des installations pourraient être incorporés dans les frais d'installation et d'abonnement annuel.

La participation active des Etats africains et d'entreprises établies est nécessaire que si le continent entend tirer le meilleur parti des possibilités qu'offre l'Internet et rivaliser avec le reste du monde. Une participation collective et un engagement ferme permettront à toutes les parties d'adopter des procédures de traitement et d'établissement de rapports uniformes.

Ces facteurs pourraient également être la condition sine qua non pour que les Etats parviennent à mettre en place les infrastructures tant voulues dans les domaines des télécommunications et de l'électricité.

La plupart des entreprises pourraient être ramenées à des entités gérables électroniquement. C'est le cas en Amérique ; l'Europe dispose déjà de son RINET, et l'Asie est fort avancée dans cette voie. L'Afrique n'en est pas incapable, et le secteur des assurances pourrait jouer un rôle précurseur.